



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2025/ICPE/179  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Société Heidelberg Materials France Granulats à Vay et La Grignonais**

**LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

**Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques n°2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 autorisant la société Lafarge Granulats Ouest à exploiter une sablière et une installation de criblage-lavage sur le territoire des communes de La Grignonais et Vay au lieu dit « La Lande du Cens » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2011/ICPE/155 du 22 juillet 2011 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière située au lieu dit « La Lande du Cens » à Vay et à La Grignonais à la société GSM ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2018/ICPE/041 du 10 avril 2018 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière située au lieu dit « La Lande du Cens » à Vay et à La Grignonais ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2021/ICPE/223 du 27 août 2021 modifiant l'arrêté préfectoral du 26/01/2010 autorisant l'exploitation d'une sablière et d'une installation de criblage-lavage sur le territoire des communes de La Grignonais et Vay ;

**Vu** le changement de dénomination sociale de la société GSM devenue Heidelberg Materials France Granulats le 4 octobre 2024 ;

**Vu** la demande de modification notable portée à la connaissance du préfet par la société Heidelberg Materials France Granulats le 31 octobre 2024 concernant la prolongation d'autorisation et la modification des modalités de remise en état de la carrière, complétée le 11 février 2025 ;

**Vu** les avis favorables des propriétaires des terrains en date du 28 octobre 2024 sur le projet de réaménagement du site ;

**Vu** l'avis favorable du maire de la commune de La Grignonais en date du 31 octobre 2024 sur le projet de réaménagement du site ;

**Vu** l'avis favorable de la maire de la commune de Vay sur le projet de réaménagement du site ;

**Vu** les observations et propositions du public déposées lors de la consultation du public par voie électronique réalisée du 24 avril 2025 au 9 mai 2025 ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement du 13 mai 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS le 14 mai 2025 ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriel du 16 mai 2025 ;

**Considérant** que le projet, qui consiste en la modification des conditions de remise en état, l'acceptation de déchets inertes extérieurs, la prolongation de l'autorisation jusqu'au 26 janvier 2029 :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique ou suite à un examen au cas par cas en application du II de l'article R.122-2 ;
- n'atteint pas de seuil quantitatif ou de critère fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R.181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature des sites et des paysages ;

**Considérant** que le projet de modification ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

**Sur** proposition de la secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

## **ARRÊTE**

## **TITRE .I IDENTIFICATION ET PORTÉE**

### **ARTICLE I.1. EXPLOITANT**

La société Heidelberg Materials France Granulats, dont le siège social est situé 4 Place des saisons – Tour Alto à Courbevoie (92400) ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté et des actes antérieurs qui demeurent applicables, pour la poursuite de l'exploitation de la sablière et d'une installation de criblage-lavage situées sur les communes de La Grignonnais et Vay au lieu dit « La Lande du Cens ».

### **ARTICLE I.2. MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS**

Les prescriptions suivantes sont modifiées, complétées ou supprimées par le présent arrêté.

<b>Références des arrêtés préfectoraux antérieurs</b>	<b>Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées</b>	<b>Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté</b>
Arrêté préfectoral du 26 janvier 2010	I.3.2, VI, annexe	Modification de prescription
	II.9, IV.3, IX.2, annexe	Ajout de prescription
	IX.1	Suppression de prescriptions
Arrêté préfectoral du 27 août 2021	5	Modification de prescription

## **TITRE II. MODIFICATION ET COMPLÉMENT DE PRESCRIPTIONS**

### **ARTICLE II.1. DURÉE DE L'EXPLOITATION**

Le premier alinéa de l'article I.3.2 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 sus-visé est remplacé par :

« L'autorisation d'exploiter la carrière est accordée pour une durée de 19 ans. »

### **ARTICLE II.2. IMPACT DU REMBLAIEMENT SUR LA QUALITÉ DES EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES**

Il est ajouté un article II.9 à l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé.

« Article II.9 - Impact du remblaiement sur la qualité des eaux superficielles et souterraines

Pour la surveillance de l'impact du remblaiement avec des déchets inertes sur les eaux superficielles et souterraines, l'exploitant réalise un prélèvement semestriel (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux) au niveau :

- du point de rejet au milieu naturel,
- d'un piézomètre situé en amont hydraulique et deux piézomètres situés en aval hydraulique du remblaiement.

Les analyses des eaux prélevées portent sur les paramètres suivants : température, pH, DCO, MEST, hydrocarbures, conductivité, arsenic, baryum, cadmium, chrome total, cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, antimoine, sélénium, zinc, aluminium, étain, fer, manganèse chlorures, fluorures, sulfates, indice phénols, COT, BTEX, PCB, HAP.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les mesures sont réalisées par un organisme compétent.

L'exploitant met en place un outil de suivi des résultats des mesures permettant de détecter une évolution des résultats ou des résultats anormaux. Les résultats des mesures et l'outil de suivi sont

conservés par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

### **ARTICLE II.3. NUISANCES SONORES**

L'article IV.3 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé est complété par :

« Les pistes d'accès à la zone de remblaiement située à l'Est du site, sur la commune de La Grignonnais sont longées sur leur côté Est par des merlons d'une hauteur minimale de 2 mètres.

Les engins intervenant sur le site sont équipés d'avertisseurs de recul de type « cri du Lynx ». »

### **ARTICLE II.4. REMISE EN ÉTAT DES SOLS**

Le quatrième alinéa du Titre VI de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé est remplacé par :

« La remise en état consistera à créer des plans d'eau et à aménager la partie Nord du site en terres agricoles. Le réaménagement se fera conformément au plan joint en annexe.

Les zones remblayées avec des déchets inertes extérieurs sont recouvertes de terres végétales conformément aux dispositions de l'article IX.2.6. La zone remise en état à vocation agricole est recouverte d'une couche de terre végétale d'au moins 50 cm. La plate-forme de l'installation de traitement des matériaux et de stockage est recouverte d'une couche de terre végétale d'au moins 20 cm. »

Le plan de remise en état annexé au présent arrêté remplace le plan du site remis en état annexé à l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé.

### **ARTICLE II.5. GARANTIES FINANCIÈRES**

La date du 26 janvier 2027 figurant à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 27 août 2021 susvisé est remplacée par la date du 26 janvier 2029.

### **ARTICLE II.6. REMBLAIEMENT**

Un nouvel article IX.2 est ajouté à l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé :

« ARTICLE IX.2 – Remblaiement avec des déchets inertes extérieurs

Les zones d'extraction figurant sur la carte annexée au présent arrêté peuvent faire l'objet d'un remblaiement avec des déchets inertes extérieurs.

#### **Article IX.2.1 - Généralités**

Les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière doivent respecter les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé.

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Un panneau à l'entrée indique la nature des déchets inertes admis.

#### **Article IX.2.2 - Déchets extérieurs acceptés**

La quantité acceptée de matériaux extérieurs inertes ne peut dépasser 60 000 tonnes par an en moyenne et 100 000 tonnes par an au maximum.

Les seuls déchets externes admissibles sont les déchets inertes non pollués (en provenance des chantiers de terrassement, de déblais routiers et des déblais du BTP) suivants (en référence à l'article R.541-7 du code de l'environnement) :

Code déchet	Description	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

Tout autre déchet que ceux listés ci-avant sont interdits.

Seuls les déchets ultimes, au sens de l'article L.541-2-1 du code de l'environnement, peuvent être utilisés pour le remblaiement des excavations.

#### Article IX.2.3 - Dispositions complémentaires sur la procédure d'acceptation préalable

En complément des dispositions des articles 3 et 5 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé l'exploitant respecte les dispositions suivantes.

Le document préalable doit être fourni pour chaque lot homogène de déchets de chaque chantier.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans le tableau de l'article IX.2.2, l'exploitant s'assure qu'ils ne proviennent pas de sites contaminés, y compris pour les apports ponctuels.

Si les déchets sont susceptibles de provenir d'un site contaminé, sont annexés à ce document les résultats de la caractérisation des déchets. Il s'agit de la vérification systématique du respect des valeurs limites fixées par l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 précité. Cette vérification doit être réalisée pour chaque lot homogène de déchets de chaque chantier. Seuls les lots homogènes de déchets respectant les valeurs fixées à l'annexe II de cet arrêté peuvent être utilisés en remblaiement sur le site.

#### Article IX.2.4 - Contrôle des apports de déchets

Les apports extérieurs ne sont en aucun cas déversés directement dans la fouille. L'exploitant met en place une procédure de contrôle de chaque chargement qui comprend a minima les opérations suivantes :

- la vérification de la conformité du chargement avec le document préalable à l'entrée de l'installation ;
- la réalisation d'un premier contrôle visuel à l'entrée de l'installation afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé ;
- le déversement du chargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ;
- la réalisation d'un deuxième contrôle visuel lors du déchargement du camion ;
- la décision d'acceptation des déchets ou de refus en cas de présence de matériaux indésirables ; en cas de refus, l'exploitant fait recharger les matériaux indésirables dans le véhicule de livraison et l'indique sur le registre prévu à l'article IX.2.5,
- le départ du véhicule de transport des apports après acceptation des matériaux déchargés ou refus des matériaux non déchargés ou rechargés.

#### Article IX.2.5 - Registres

Le registre d'admission prévu à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 suscité est conservé par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par



l'administration. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission. Ce plan doit permettre d'assurer la traçabilité du remblayage selon un maillage adapté.

En cas de changement d'exploitant, les registres et la localisation des remblais sont communiqués au nouvel exploitant par le précédent.

L'exploitant tient à jour un registre des refus d'admission. Il y consigne, pour chaque chargement de déchets refusé, le motif de refus d'admission, la date et le nom du producteur du déchet. Le registre de refus est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article IX.2.6 - Mise en œuvre des remblais**

Les déchets inertes extérieurs sont déchargés sur une aire spécifiquement délimitée. Ils ne peuvent être traités au sein de l'installation de traitement de matériaux ou mis en remblai qu'après contrôle visuel ou le cas échéant une fois les résultats de la caractérisation obtenus.

L'exploitant dispose d'une benne ou d'un espace affecté à la récupération des éléments indésirables découverts après le départ du véhicule de livraison. Ils sont évacués vers des installations dûment autorisées.

Sans préjudice de la réglementation applicable à la protection des travailleurs, l'exploitant s'assure que les personnes présentes dans l'emprise de l'établissement se trouvent en dehors de secteurs susceptibles de mouvement de terrains. Une signalisation adaptée est mise en place ainsi qu'un dispositif interdisant l'accès.

Les remblais sont mis en place au sein des excavations. Ils sont recouverts d'une couche de terre végétale d'au moins 10 cm. L'épaisseur de cette couche est portée à un minimum de 50 cm au niveau de la zone remise en état agricole. La côte finale maximale des remblais ne dépasse pas les côtes représentées sur le plan de réaménagement annexé au présent arrêté (après régalinge de la couche de terre végétale).

Toutes les opérations de mise en œuvre des remblais sont effectuées à l'aide d'engins spécifiques prévus à cet effet.

#### **Article IX.2.7 - Formation du personnel**

Les agents chargés de l'acceptation préalable et de la vérification et du contrôle de la conformité du chargement ont reçu une formation à cet effet. Cette formation est renouvelée ou actualisée périodiquement.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, les justificatifs de ces formations. »

### **ARTICLE II.7. ANNEXES**

Le plan de réaménagement annexé au présent arrêté remplace le plan de réaménagement annexé à l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé.

La carte de localisation des remblais annexée au présent arrêté est annexée à l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé.

---

## **TITRE III. SUPPRESSION DE PRESCRIPTIONS**

---

### **ARTICLE III.1. SUPPRESSION DE PRESCRIPTIONS**

Le dernier alinéa de l'article IX.1 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 susvisé est supprimé.

---

## **TITRE IV. MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ ET VOIES DE RECOURS**

---

### **ARTICLE IV.1. SANCTIONS**

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

### **ARTICLE IV.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette - CS 24 111 - 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de **deux mois** à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues de l'article [R. 181-45](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

### **ARTICLE IV.3. PUBLICITÉ**

Une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de La Grignonnais et de Vay et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies de La Grignonnais et de Vay, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le soin des maires et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois et sur le site :

**<<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/>>**

#### **ARTICLE IV.4. EXÉCUTION**

La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, les Maires des communes de La Grignonais et Vay, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châteaubriant, le 22 MAI 2025

**Le PRÉFET,  
Pour le Préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis**

  
**Marc MAKHLOUF**

#### **ANNEXES :**

- Carte de localisation des remblais à l'aide de déchets inertes extérieurs
- Plan de réaménagement



## ANNEXE 2

Annexes 1 et 2

du pour être annexées à mon arrêté n°

025/ICPE/179

Châteaubriant, le

le PREFET,

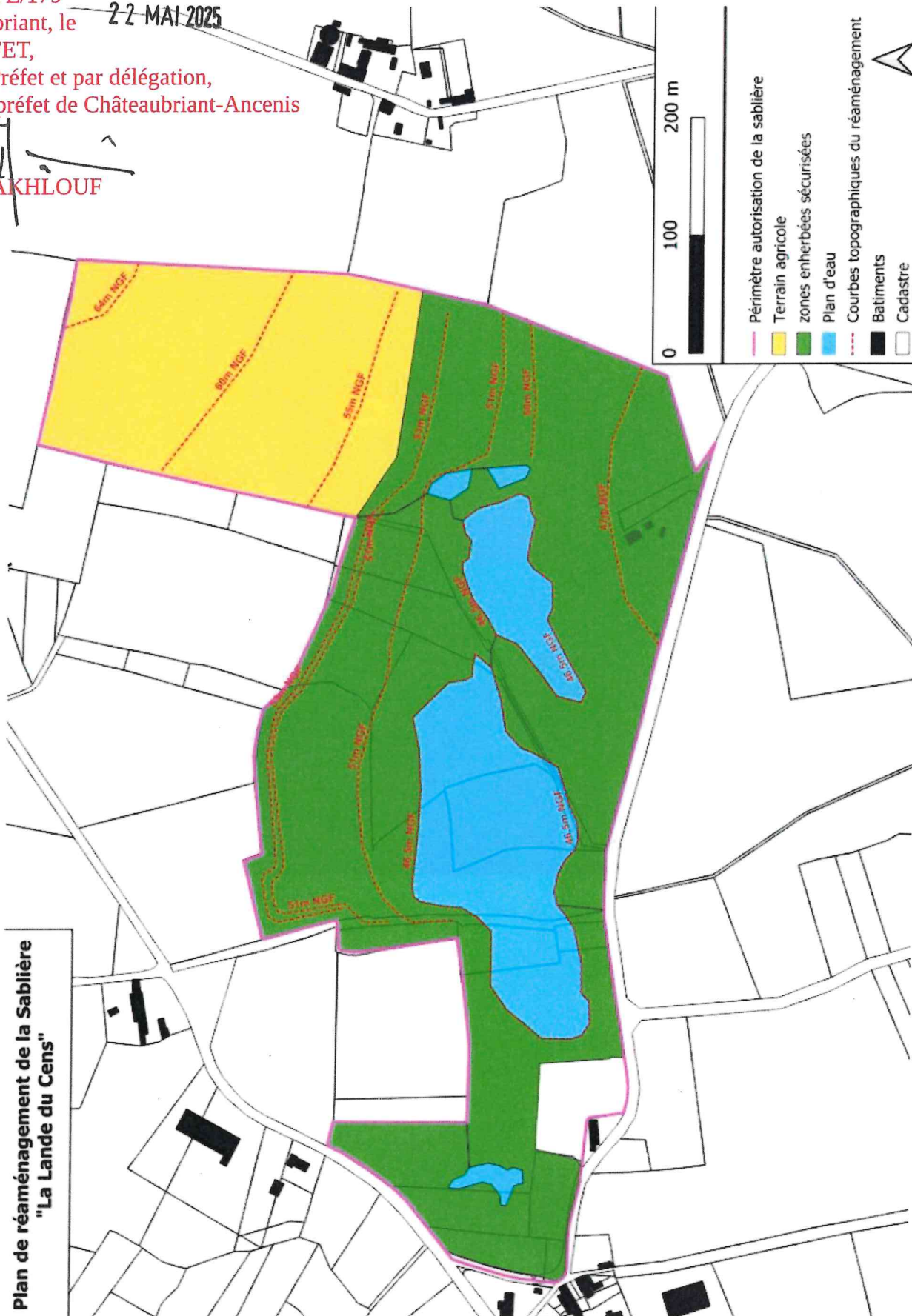
Pour le Préfet et par délégation,

le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

22 MAI 2025

Marc MAKHLOUF

### Plan de réaménagement



## ANNEXE 1

2015 AM

### Carte de localisation des remblais à l'aide de déchets inertes extérieurs

